

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU RND

Les contestataires d'Ouyahia veulent le report

Les contestataires du patron intérimaire du RND sortent de l'ombre pour agir à visage découvert et exiger tout simplement le report du prochain congrès extraordinaire devant à coup sûr, s'il est tenu dans les conditions actuelles de préparation, consacrer le retour d'Ahmed Ouyahia à son poste de secrétaire général à part entière.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ils viennent de rendre publique une déclaration sanctionnant une réunion qu'ils ont tenue, lundi dernier à Alger. Un conclave qui a vu la participation de membres du conseil national à l'image de Smati Zoghbi, Amara Hita, Mustapha Yahy, Smail Kerroucha, Mérouane Boumezouiad, Nouria Hafsi, d'anciens parlementaires comme Tounsi Boussahia, Azzedine Sahi, Ali Sahel, Kacem Kebir, Tayeb Zitouni, membre du secrétariat national et Mokhtar Boudina.

Du beau monde qui réclame tout simplement le report du congrès extraordinaire prévu au

tout début du mois de mai prochain avec un appel à la base militante à appuyer cette option.

Et comme argumentaire à leur plaidoyer, ces cadres du RND mettent en avant les «irrégularités et les entraves ayant entaché l'opération de préparation de ce congrès extraordinaire du parti, mettant le doigt sur l'absence de sérieux dans les débats autour des projets de résolutions politique économique et culturelle» devant être soumis au prochain congrès, «l'exclusion et l'isolement de la base militante, le non-respect des règles démocratiques dans l'opération d'élection des congressistes

qui a manqué de transparence jusqu'à prendre la forme de désignation». Mais pas que cet aspect puisqu'ils relèvent également des «irrégularités» dans la composante de la commission nationale de préparation de ce congrès.

Des «ingrédients» qui ont engendré des réclamations et des protestations à la base avec, dans certaines wilayas, la fermeture des bureaux du parti, «entachant, ainsi, estiment-ils, «l'image du parti et rajoutant davantage de perturbations dans la société alors que la conjoncture dicte le renforcement du front interne au vu des conditions économiques et sécuritaires exceptionnelles que vit le pays», et qui, de ce fait, «ne peuvent permettre la réussite du prochain congrès extraordinaire du parti» qui, concluent-ils, doit être reporté pour apporter des correctifs et mettre fin aux irrégularités



Photo : Samir Sid

Ahmed Ouyahia, SG du RND.

qui ont émaillé le processus de préparation de ce congrès. Car, estiment Zitouni et compagnie, il y

va de la «sauvegarde, de la cohésion et de l'unité du parti».

M. K.

TAHAR KHAOUA DÉFEND OUYAHIA ET S'EN PREND AU SG DU FLN

Première grosse fissure dans le système de Ammar Saâdani !

Le ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, sort de sa réserve : dans une intervention à la chaîne de télévision Echourouk News, diffusée lundi dernier, le ministre, membre du comité central du Front de libération nationale, tire à boulets rouges sur son secrétaire général, Ammar Saâdani auquel il attribue tous les griefs que ce dernier avait retenus contre son farouche adversaire, Ahmed Ouyahia !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Monsieur Ouyahia est un grand homme d'Etat et il est très fidèle à Son Excellence, Monsieur le président de la République», lançait, entre autres, Tahar Khaoua une semaine à peine après que Ammar Saâdani surprit par sa fracassante sortie sur les ondes de la Radio nationale.

L'actuel secrétaire général du FLN s'attaquait, ce jour-là, le 29 mars dernier, avec une rare violence à son homologue du Rassemblement national démocratique et également ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de la République,

Ahmed Ouyahia. «Ouyahia (il le cite nommément ndr) n'est pas honnête avec Son Excellence le président de la République. Il veut se présenter aux élections présidentielles de 2019» !

Saâdani ne s'arrête pas là. Il s'acharnera sans retenue contre Ouyahia qu'il accuse d'avoir ruiné l'économie nationale, d'avoir emprisonné injustement des milliers de cadres, etc. Il ira jusqu'à lui dénier le droit de parler au nom de son propre parti, le RND.

«Il ne représente que lui-même et sa décision de boycotter la rencontre de la coupole est individuelle car la base du RND

est avec nous !» Sur sa lancée, Saâdani se permettra même de s'octroyer une prérogative présidentielle exclusive en demandant, publiquement, au ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence de... quitter son poste ! Cette sortie inouïe de celui qui passe pour l'homme politique atypique de toute l'histoire de l'Algérie sera toutefois «atténuée», immédiatement, par un coup de fil venu d'en haut !

Un coup de fil qui fera que, comme par hasard, l'émission de deux heures de Saâdani disparaît du site internet de la radio quelques minutes seulement après sa publication, que l'agence officielle APS n'en parle pas et, qu'enfin, la télévision nationale, le censure carrément ! Pourtant, Saâdani était l'invité des trois médias publics, à l'occasion.

Pour censurer un Ammar Saâdani sur les médias publics et parapublics, il faut une intervention «d'en haut», c'est-à-dire de

Bouteflika ou de son entourage le plus immédiat.

Et il est fort à parier que ce soit ce même entourage immédiat de Bouteflika qui a commandité la sortie du ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua ! Certes, les relations entre les deux hommes sont exécrables et cela, du temps où Khaoua était encore chef du groupe parlementaire du FLN. Mais ce dernier n'ignore pas, pour autant, l'influence de Ammar Saâdani, l'homme qui a sous «sa» coupe, pas moins de quatorze ministres depuis le dernier congrès du parti de juin 2015.

Nous savons également de source sûre que Saâdani a saisi officiellement «qui de droit», pour écarter Tahar Khaoua du gouvernement. Mais le toujours ministre des Relations avec le Parlement ne se serait jamais permis, d'abord cette entorse à l'obligation de réserve, ensuite le luxe de s'attaquer frontalement à Saâdani

sans en avoir été «inspiré» de là où il faut !

Khaoua livrera même deux ou trois messages codés à Saâdani lors de son intervention télévisée. «Je suis fier d'avoir été doublement honoré par Son Excellence Monsieur le président de la République qui m'avait nommé au gouvernement et qui m'avait chargé aussi de la lecture de son message personnel lors du congrès du parti en juin dernier», dira Khaoua, comme pour rappeler, comme l'avait fait Ouyahia avant lui, que le chef réel du FLN demeure Abdelaziz Bouteflika et non pas son secrétaire général.

Puis cet autre message, sous la forme d'un avertissement à peine voilé : «Celui qui ambitionne de se présenter comme candidat aux présidentielles au nom du FLN, doit passer par le bureau politique et le comité central du parti» ! Khaoua parle, bien sûr de... Ammar Saâdani !

K. A.

TRIBUNAL DE ANNABA

6 mois de prison avec sursis et 50 000 DA d'amende contre le capitaine du navire responsable de la coupure de l'internet

Le tribunal correctionnel d'Annaba a condamné mardi à 6 mois de prison avec sursis Du Chang Long, le capitaine du navire panaméen Poavosa Ace, responsable de la coupure, en octobre 2015, du câble sous-marin de fibre optique de l'Internet reliant Annaba à Marseille (France), a-t-on indiqué de source judiciaire. La même instance judiciaire a condamné, dans cette même affaire pénale, l'inculpé à verser une amende de 50 000 DA pour «violation du code de navigation, destruction des biens d'autrui et endommagement d'un équipement stratégique public en mer», a ajouté la même source. Le verdict a levé la saisie conservatoire du navire panaméen Poavosa Ace et la restitution du passeport du prévenu placé sous contrôle judiciaire depuis novembre 2015. Le parquet avait requis 6 mois de prison ferme contre le capitaine du navire et une amende de 500 000 DA, a-t-on indiqué. Le câble sous-marin SMWE4 de l'Internet reliant Annaba à Marseille a été endommagé durant le mois d'octobre 2015 à 13 km au large de la plage de Sidi Salem (Annaba) par l'ancre du navire panaméen. Les dégâts causés au câble avaient réduit de 80% le trafic internet à l'échelle nationale pendant six jours et avaient causé à l'opérateur public Algérie Télécom des pertes évaluées à 100 millions de DA par jour.

APS

M'SILA

Le ministre de la Formation professionnelle s'enquiert de la formation par apprentissage

Le ministre de la Formation professionnelle annonce la création d'un centre d'excellence à Douéra qui servira de locomotive aux entreprises leaders dans leur domaine.

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels M. Mohamed Mebarki a effectué avant-hier une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de M'sila, où il s'est rendu dans plusieurs établissements de formation en cours de réalisation et des établissements économiques et industriels du secteur privé et public qui assurent une formation par apprentissage de stagiaires.

Le premier responsable du secteur a visité les centres dans la commune de Aïn El Khadra à Zitoune,

dans la commune de Maâdhid avant de visiter quelques entreprises publiques et privées situées au chef-lieu telles que la société de maintenance des équipements industriels (MEI), Cosider, Hodna Lait et la cimenterie Lafarge.

En marge de cette visite, le ministre a fait part de l'impératif de donner de l'importance à certains domaines de formation, dont notamment les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du tourisme et de l'industrie, retenus pour constituer les nouveaux centres d'accu-

mulation en substitution aux hydrocarbures, tout en mettant l'accent sur la nécessité d'adapter les spécialités ouvertes aux nouvelles priorités économiques du pays.

La wilaya de M'sila, à vocation agropastorale, pouvant bénéficier de ces spécificités et jouer un rôle économique comme l'a expliqué le ministre : «le secteur de la formation professionnelle doit être à la disposition du secteur économique, la formation des ressources humaines est très importante pour notre économie en se rapprochant des entreprises industrielles et économiques qu'elles soient publiques ou privées, nationales ou étrangères, en s'adressant aux respon-

sables de Lafarge les informant que cette entreprise sert à développer l'économie de notre pays», a-t-il ajouté, et à ce propos, le ministre a expliqué cette adéquation entre la formation et l'emploi qui est un objectif essentiel dont on doit définir les besoins en premier lieu, du point de vue quantitatif et qualitatif pour les entreprises leaders dans leur domaine, tel est le cas de la cimenterie Lafarge.

A cet effet, le ministre a déclaré : «Nous sommes en train de développer des centres d'excellence dans tous les domaines qui serviront de locomotive à la formation dans différents domaines».

A. Laïdi